

# Entre 2008 et 2016, les Français se sont appauvris

Une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) montre que les ménages ont perdu, en moyenne, 440 € de « revenu disponible » par an.

PAR AURÉLIE LABELLE  
ET MATHIEU PELLOLI

L'INFORMATION ne passera pas inaperçue auprès des Gilets jaunes. Le pouvoir d'achat des Français, au cœur de la contestation actuelle, a bel et bien dégringolé entre 2008 et 2016. C'est en tout cas le résultat d'une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publiée hier.

Les chiffres sont particulièrement frappants : de la crise de 2008 à la fin du quinquennat de François Hollande, en 2016, les Français ont perdu en moyenne 440 € par an de « revenu disponible ». Concrètement, ce revenu prend en compte votre salaire, votre patrimoine immobilier, vos actions, l'argent sur livrets et

comptes d'épargne (assurance vie, plan épargne logement, etc.), les aides sociales que vous touchez (allocations familiales, aide personnalisée au logement, minima sociaux, etc.) mais aussi l'impôt sur le revenu. Il faut noter que la fiscalité locale, très dynamique sur cette période (taxe d'habitation ou taxe foncière), n'est pas intégrée dans cette étude, qui donne toutefois une bonne idée de l'argent que vous pouvez réellement utiliser. « Les Français se sont appauvris, observe Mathieu Plane, directeur adjoint de l'OFCE et co-auteur de l'étude. Il faut remonter très loin en arrière, au moins aux années 1990, pour observer un tel phénomène. »

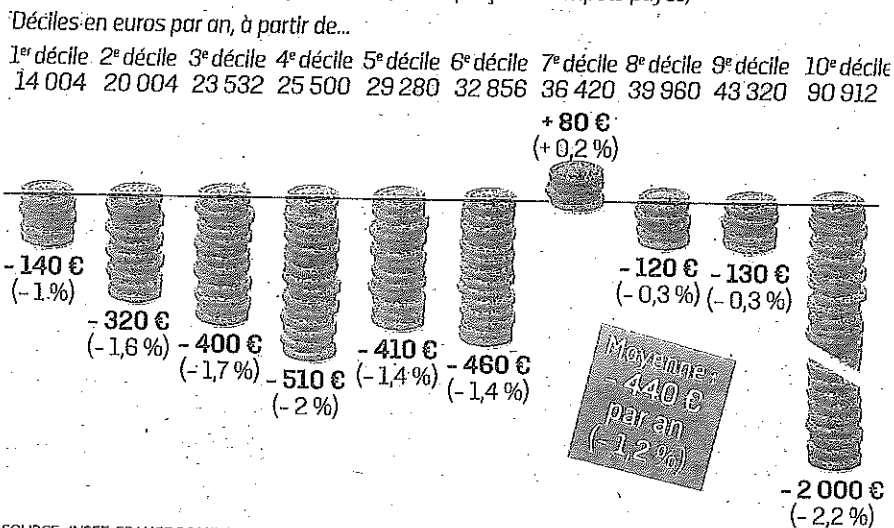
## UNE CAUSE DE LA GROGNE DES GILETS JAUNES ?

Mais attention, tout le monde n'a pas été logé à la même enseigne. Les 10 % les plus riches, mais aussi les toutes petites classes moyennes se sont fait le plus étrangler. « Clairement, les Français rémunérés au niveau du smic (NDLR : 1 149 €/mois, net) et un peu au-dessus ont le plus perdu en niveau de vie », précise l'économiste.

Comment expliquer cette chute ? Pour les plus riches, par la hausse des prélèvements obligatoires, avec notamment la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur le revenu à 45 %. Pour les autres, la crise économique, la hausse du chômage et des temps partiels, la multiplication des familles monoparentales et le poids croissant des retraités modestes dans la population ont accentué l'appauvrissement général.

## La classe moyenne la plus pénalisée

Evolution du revenu disponible par ménage, par an, entre 2008 et 2016  
Classement des ménages par décile selon le revenu disponible en euros net par an (comprenant salaires, patrimoine, aides perçues et impôts payés)



SOURCE : INSEE, FRANCE PORTRAIT SOCIAL (2018)

LP/INFGROPHIE.

Pour autant, des mesures sociales et fiscales ont permis de limiter l'hémorragie pour les Français les moins bien lotis. Ainsi, les 10 % les plus pauvres ont un peu mieux résisté. Ils n'ont perdu « que » 140 €/an, soit 1 % de leur revenu disponible, grâce à la revalorisation des minima sociaux ou la création de la prime d'activité. « Finalement, les mesures de redistribution, avantageuses pour les 40 % de Français les moins riches, n'ont pas été suffisantes pour contrecarrer la baisse du niveau de vie, constate Mathieu Plane. Mais si elles n'avaient pas été là, cela aurait été pire. Les

inégalités auraient explosé. » Quid des grandes réformes lancées par Emmanuel Macron depuis son élection ? L'OFCE se garde de tout commentaire. « Il faudra étudier l'ensemble du package fiscal du gouvernement, indique Mathieu Plane. Car certaines réformes, comme celle de la taxe d'habitation ou la suppression des cotisations salariales, ont été planifiées sur plusieurs années. »

La perte de revenu disponible global des Français depuis 2008 est sans doute pour beaucoup dans la grogne des Gilets jaunes. Mais pour l'avenir, le gouvernement reste absolument optimiste.

« Le pouvoir d'achat augmente, et il va continuer d'augmenter dans les années qui viennent », promet Joël Giraud (LREM), le rapporteur général du budget de la commission des Finances à l'Assemblée. « Mais c'est vrai qu'il y a trente ans de responsabilité de l'Etat dans la contestation actuelle, poursuit-il. Le départ des commerces et des services publics dans certains territoires a créé un ras-le-bol dans une partie de la société qui se sent marginalisée, socialement et financièrement. »

@AurelieLebelle  
@MathieuPelloli

22/11/2018  
Aujourd'hui en France

